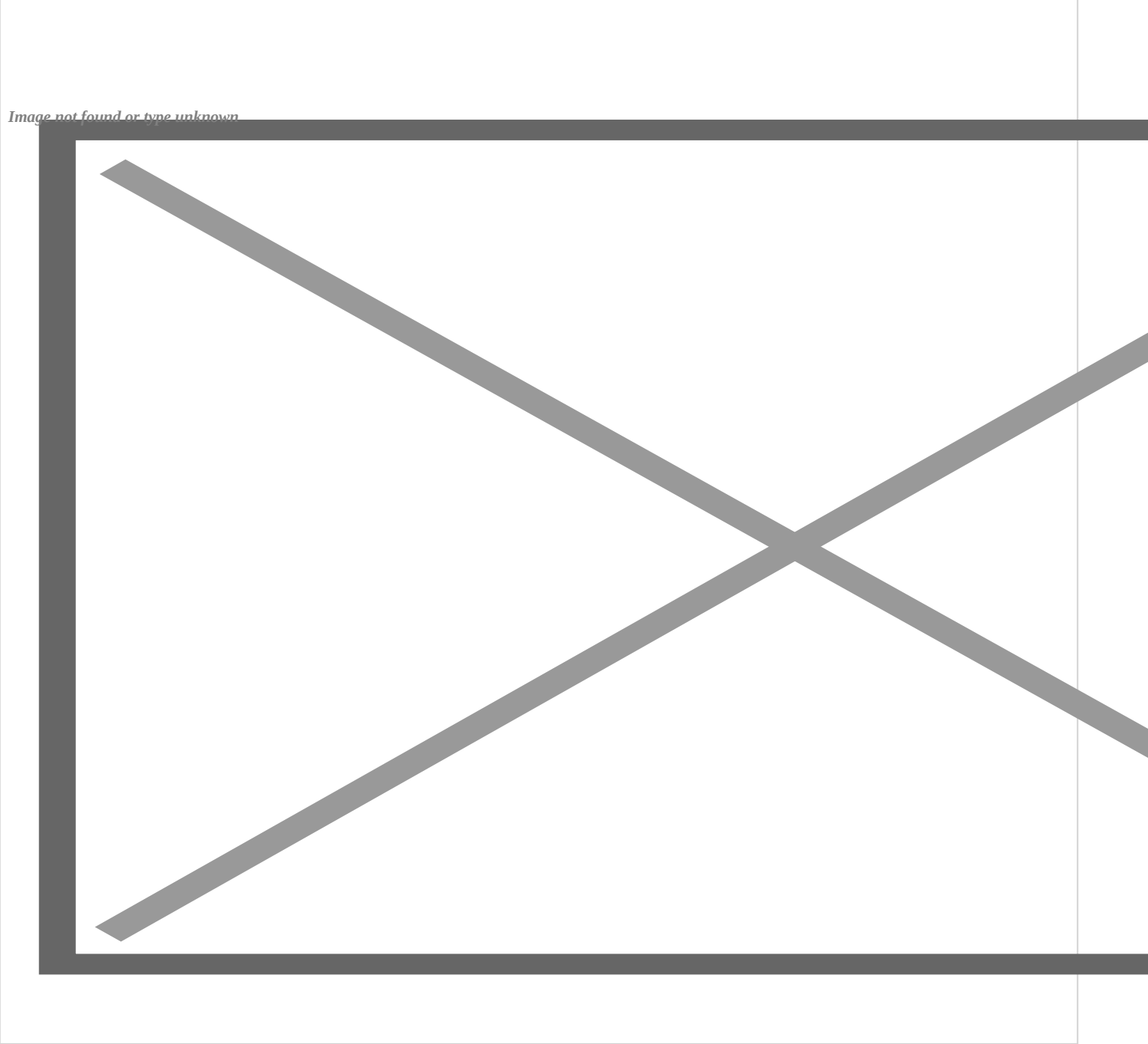
Cristina Fernandez dénonce les irrégularités de l’enquête menée par la juge Capuchetti



La Havane, 15 nov. (RHC)- La vice-présidente de l'Argentine, Cristina Fernandez de Kirchner, a dénoncé les irrégularités de l'enquête menée par la juge Maria Eugenia Capuchetti suite à la tentative d'assassinat contre elle le 1er septembre dernier.

"Je partage la récusation du juge Capuchetti dans l'affaire de la tentative d'attentat à ma vie le 1er septembre", a écrit l'ancienne présidente du pays sud-américain (2007-2015) sur son compte Twitter.

"A partir de la page 7, ses irrégularités et son arbitraire sont détaillés, depuis le premier jour, lorsque le téléphone portable de Sabag Montiel a été effacé", a noté Cristina Fernandez, mentionnant l'auteur matériel de l'attentat manqué.

Dans la demande de récusation, il est souligné que la juge n'a fait aucun progrès dans les lignes d'enquête qui impliquent prétendument des secteurs de droite, en particulier le député de Macri, Gerardo Milman, dans l'attentat manqué.

"Nous sommes confrontés à l'une des affaires les plus pertinentes de notre histoire démocratique, et nous avons besoin que l'enquête soit menée par quelqu'un de bonne volonté et que les décisions soient prises par un juge impartial, attaché à la vérité et à la justice, et non pas pour ne pas déranger ceux qui ne devraient pas être dérangés", souligne la demande de récusation.

"Cette plainte a détecté, pour le moins, des actions négligentes de la part de la juge depuis littéralement le premier jour de l'enquête. Ces situations auraient été suffisantes pour que l'enquête soit confiée à un autre juge", ont déclaré les avocats de la vice-présidente argentine.

Source: TeleSur

SEPARADOR

Le maire de La Paz garde ses distances par rapport à la grève à Santa Cruz

La Havane, 15 nov. (RHC)- Ivan Arias, maire de la municipalité autonome de La Paz, a écarté la possibilité de se joindre à la grève indéfinie dans le département de Santa Cruz.

"La possibilité d'une grève est exclue, mais nous allons mener une action vigilante sur la question du recensement", a déclaré le maire, allié du gouverneur de Santa Cruz, Luis Fernando Camacho, depuis l'époque du coup d'État de 2019 qui a renversé l'ancien président Evo Morales.

L'ancien ministre des Travaux publics du gouvernement de facto de Jeanine Áñez a fait ces déclarations au terme d'une réunion qui a analysé la possibilité de suivre la grève à la demande de Luis Fernando Camacho.

"Nous considérons que la question du recensement a déjà été résolue, La Paz ne se joint à rien (...), étant donné une demande politique d'aller vers un État fédéraliste, nous devons d'abord consolider un système autonome et ensuite voir ce dont le peuple bolivien a réellement besoin", a pour sa part réagi Flavio Chacon, président du Comité civique de La Paz.

Le gouvernement national de la Bolivie a approuvé le décret suprême 4824, qui garantit que le recensement de la population et du logement sera effectué le 23 mars 2024 et que les ressources seront redistribuées à partir de septembre de la même année.

Sergio Cusicanqui, ministre bolivien de la Planification, a informé ce dimanche que le gouvernement, par le biais de l'Institut national de la statistique, enverra les résultats du recensement au Tribunal suprême électoral avant décembre 2024 afin que, conformément à ses compétences et pouvoirs, il puisse procéder à la redistribution des sièges parlementaires.

Source: Prensa Latina

https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/305022-cristina-fernandez-denonce-les-irregularites-de-lenquete-menee-par-la-juge-capuchetti

Radio Habana Cuba